



Connexion



Dépôt des justificatifs



Confirmation

Nous vous remercions pour la mise à jour de votre dossier.

Nous pourrions être amenés à vous recontacter après contrôle de vos pièces par un de nos opérateurs.

Pour faciliter la gestion de vos contrats , découvrez votre Espace Adhèrent AFER et accédez, de manière simple et sécurisée, à vos services en ligne, 7j/7 et 24h/24.

Pour vous connecter : <https://adherent.gie-afer.fr/espaceadherent>

[Votre aide en ligne](#)



*π → Alexandre : renseignements fournis par Alexandre
par téléphone le 06/06/2022*



DOAVIVAKYC
S21469730096

1000
07394 DD 856134

Saisie faite par π le 07/06/22

Votre conseiller
S.A.S. BOTTERO PATRIMOINE
contact@bottero-patrimoine.com

M ALEXANDRE THOMAS
9 IMPASSE LES HAUTS DE SERIGNAN
34410 SERIGNAN

**CE COURRIER
NÉCESSITE UNE ACTION
DE VOTRE PART**

26/05/2022

IMPORTANT : MISE A JOUR DE VOTRE DOSSIER ADHERENT

Objet : IMPORTANT : Mise à jour de vos informations Adhérent

Cher Monsieur,

Vous êtes titulaire d'un contrat d'assurance vie AFER ; dans le cadre de notre relation, la réglementation en matière de connaissance de nos adhérents nous impose de recueillir une information actualisée de votre situation.

À ce titre, nous vous remercions de bien vouloir nous transmettre avant le 16/06/2022 :

- **Des informations sur votre situation à compléter soit dans le Portail internet dédié** mis à votre disposition, soit en nous renvoyant la «Fiche connaissance client» jointe à ce courrier.
- Un justificatif de domicile récent à votre nom uniquement si vos coordonnées postales et/ ou fiscales ont changé et uniquement si votre adresse postale et/ ou fiscale, ou votre adresse précédente est à l'étranger. Justificatif à votre convenance parmi les documents suivants : votre dernier avis d'imposition, de taxe d'habitation ou foncière, une facture d'énergie, de téléphone ou une attestation d'assurance habitation.

Comment nous transmettre vos documents ?

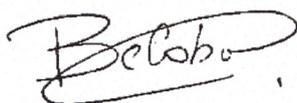
C'est très simple, une fois l'ensemble des documents collectés, plusieurs solutions s'offrent à vous :

- **Via notre portail dédié et sécurisé** : déposez vos documents en ligne en quelques minutes seulement !
- **Par voie postale**, en joignant le présent courrier à vos documents.

Vous trouverez au verso les modalités de remise des documents demandés.

Nous vous remercions par avance pour votre collaboration.

Nous vous prions d'agréer, Cher Monsieur, nos sincères salutations.



Annie BELOBO
Directrice des Opérations



COMMENT NOUS TRANSMETTRE VOS DOCUMENTS ?



Avez-vous rassemblé l'ensemble des documents demandés dans ce courrier ?

- La «**Fiche connaissance client**» jointe à ce courrier si vous n'utilisez pas le Portail dédié mis à votre disposition.
- Eventuellement un justificatif de domicile récent à votre nom.

Une fois l'ensemble des documents collectés, plusieurs solutions s'offrent à vous :



Déposez vos documents en ligne et renseignez votre situation, via notre site sécurisé, en quelques minutes seulement :

- Rendez-vous sur notre site internet à l'adresse suivante : **<https://www.afer.fr/relation-adherent>**
- Pour vous identifier, saisissez le code ci-dessous et laissez-vous guider par les instructions en ligne :
AV-A278R5

Vous aurez ainsi une réponse instantanée sur la conformité des pièces déposées et la complétude de votre dossier.



Vous pouvez également nous renvoyer les documents (copies papier, sans agrafes ni trombones) dans l'enveloppe jointe ou à l'adresse : **GIE AFER - Connaissance client**

**TSA n° 62132
62971 ARRAS CEDEX 9**



Joignez ce présent courrier à vos documents.

Recevabilité des pièces justificatives

- Toute «Fiche connaissance client» incomplète et/ou non signée fera l'objet d'une relance. Elle ne sera recevable qu'une fois entièrement renseignée et signée.
- Toute pièce non rédigée en français sera jugée non recevable. A défaut, il sera nécessaire de joindre une pièce traduite en français.

Recommandations

Pour que les documents soient conformes, assurez-vous que :

- Les documents sont récents et lisibles ;
- Les photos et signatures sont visibles ;
- Les documents sont bien en recto/verso, notamment les justificatifs d'identité ;
- Les documents ne comportent pas d'agrafes ni de trombones.

Conformément à la réglementation sur la protection des données personnelles, vos données personnelles sont respectivement traitées par les assureurs Aviva Vie et Aviva Epargne Retraite, en tant que responsable de traitement à des fins de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, pour répondre à leurs obligations légales en la matière. Une partie des données collectées, relatives à votre identité, sera traitée par le GIE AFER, en tant que responsable de traitement, à des fins de gestion des adhésions au contrat AFER.

Les destinataires de ces données sont, dans le strict cadre des finalités énoncées et dans la limite de leurs attributions, les autres entités du groupe AVIVA, les intermédiaires d'assurances, les prestataires, les personnes intéressées au contrat et les autorités administratives pour satisfaire aux obligations réglementaires en vigueur. Certains destinataires peuvent se situer dans des pays en dehors de l'Union Européenne. L'information complète et à jour sur le traitement de vos données personnelles, dont vos droits et leurs modalités d'exercice, ainsi que la liste actualisée des pays en dehors de l'UE et les références aux garanties appropriées sont consultables sur www.afer.fr

Les coordonnées du Délégué à la protection des données personnelles sont : pour les assureurs : AVIVA France – DPO – Direction de la Conformité et du Contrôle Interne – 80 avenue de l'Europe, 92270 Bois-Colombes et pour le GIE AFER : DPO – Risques et Contrôle Interne - 36 rue de Châteaudun, 75441 Paris Cedex 09.

ÉDITION
décembre
2021

Fiche connaissance de l'adhérent

Pour toute correspondance, merci d'adresser votre courrier à l'adresse suivante :
GIE AFER - Connaissance Client - TSA 62132 - 62971 ARRAS CEDEX 9

Cette attestation ne se substitue pas à un recueil de vos besoins et de vos exigences

La législation relative, notamment, à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, impose de recueillir et d'actualiser des informations relatives à votre identité, à votre situation financière et patrimoniale, en application des articles L561-5-1 du Code monétaire et financier. À cet effet, le présent document doit être obligatoirement complété et nous être retourné signé.

MERCI DE COMPLÉTER CE DOCUMENT EN LETTRES MAJUSCULES

A VOS INFORMATIONS PERSONNELLES

En application des articles L561-5 et suivants du Code Monétaire et Financier.

▶ ÉTAT CIVIL

Nom d'usage : _____
Nom de naissance : _____
Prénom 1 : _____ Prénom 2 : _____
Date de naissance : _____
Commune de naissance : _____ Département de naissance : _____
Pays de naissance : _____

En cas de besoin d'informations supplémentaires pour la complétude de votre dossier de connaissance adhérent et la gestion de votre contrat, nous pourrions être amenés à vous recontacter soit par email ou par téléphone. Nous vous invitons à nous communiquer vos coordonnées.

Adresse électronique : ez.65.917@hobmant.com
Numéro de téléphone fixe : + _____
Numéro de téléphone mobile : + _____

▶ ADRESSE FISCALE

N° : _____ Libellé de la voie : Picrnot
Complément d'adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____

▶ ADRESSE DE CORRESPONDANCE (à renseigner uniquement si différente de l'adresse fiscale).

N° : _____ Libellé de la voie : Serignan -
Complément d'adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____

▶ SITUATION FAMILIALE

Célibataire Concubin(e) Marié(e) Séparé(e) Divorcé(e) Veuf(ve) Partenaire de PACS
Régime matrimonial : Communauté réduite aux acquêts (régime légal) Séparation de biens
 Communauté universelle Communauté de meubles et acquêts (ancien régime légal)
 Participation aux acquêts Régime étranger

▶ PROTECTION JURIDIQUE

Si vous bénéficiez d'un régime de protection juridique, cochez la case correspondant à votre régime :

Aucun Tutelle Curatelle Sauvegarde de justice
 Autre : _____



**► SITUATION PROFESSIONNELLE**

Situation actuelle : Salarié(e) Travailleur(se) Non Salarié(e) Retraité(e) Sans activité

Profession (antérieure si « retraité(e) » ou « sans activité ») : _____

Code CSP / famille de profession (liste en annexe) : **38**

Code secteur d'activité (liste en annexe) : **30**

► SITUATION FINANCIÈRE

Veillez indiquer ci-dessous les informations relatives à votre situation financière personnelle.

■ **PATRIMOINE FINANCIER** (montant estimé de votre patrimoine financier : assurance vie, PEA, compte-titres, Livret A, PERP, PEE...).

0 - 50 000 € 51 000 - 250 000 € 251 000 - 500 000 € 501 000 - 1million d'€ + 1million d'€

■ **PATRIMOINE IMMOBILIER** (montant de votre patrimoine immobilier : appartements / maisons détenus en tant que résidence principale, secondaire ou en investissement locatif, déduction faite des emprunts restant à rembourser).

Pour les biens détenus en commun merci de choisir la tranche correspondant à votre quote-part.

0 - 100 000 € 101 000 - 250 000 € 251 000 - 500 000 € 501 000 - 1 million d'€ + 1 million d'€

■ **REVENUS RÉGULIERS** (montant brut annuel de vos revenus réguliers : salaires y compris primes, retraite, BIC, BNC, revenus fonciers).

0 - 30 000 € 31 000 - 45 000 € 46 000 - 75 000 € 76 000 - 100 000 € + 100 000 €

Quelle est l'origine de vos revenus (plusieurs réponses possibles) ?

Salaire Pension/Retraite BIC/BNC Revenus fonciers Autre

► OBLIGATIONS FISCALES

■ **Votre foyer fiscal est-il imposé en France ?**

À l'impôt sur le revenu Oui Non

À l'impôt sur la Fortune Immobilière (facultatif) Oui Non

Résidence fiscale hors États-Unis d'Amérique (voir précisions en annexe)

Dans le cadre de la réglementation fiscale EAI (Échange Automatisé d'Informations), il est nécessaire d'identifier la liste des pays dans lesquels vous êtes considéré(e) comme résident(e) fiscal(e). À cet effet, **merci de nous indiquer les pays / juridictions concernés y compris la France**. Toutefois pour la France, le NIF est facultatif.

Pays / Juridictions	Numéro d'Identification Fiscale ⁽¹⁾

Tout changement de situation susceptible d'avoir un impact sur le lieu de votre résidence fiscale (exemples : déménagement vers ou depuis l'étranger, employeur installé à l'étranger, activité libérale en partie déployée à l'étranger), doit nous être communiqué dans les plus brefs délais au GIE Afer, afin d'éviter l'application des pénalités prévues à l'article 1740C du Code général des impôts.

⁽¹⁾ Dans le cas où l'État ou territoire de résidence n'émet pas de numéro d'identification fiscale ou n'impose pas la transmission du numéro d'identification fiscale qu'il émet, merci de renseigner « NIF non attribué » dans la colonne ci-dessus.

► CITOYENNETÉ AMÉRICAINE (relative à la réglementation « Foreign Account Tax Compliance Act » - voir précisions en annexe)

Avez-vous la nationalité américaine ? Oui⁽²⁾ Non

Etes-vous considéré(e) comme résident à des fins fiscales aux États-Unis d'Amérique (exemple : détention de la « green card ») Oui⁽²⁾ Non

(2) Si oui, merci de nous communiquer l'un de vos trois numéros d'identification américains (ITIN, SSN, EIN) : _____

J'ai connaissance qu'une réponse positive entraîne une déclaration auprès de l'administration fiscale américaine au titre des obligations qui incombent aux établissements financiers au regard de la réglementation FATCA. Je suis informé(e) que tout changement de situation pouvant entraîner une évolution de mon statut, au regard de la réglementation FATCA, doit être communiqué dans les plus brefs délais.





Nomenclature des secteurs d'activité (SA)

Code SA	Libellé SA	Code SA	Libellé SA
01	Action sociale	21	Industrie agro-alimentaire
02	Activités culturelles, sportives et spectacles	22	Industrie biens d'équipement, de consommation domestiques
03	Activités immobilières	23	Industrie biens d'équipement, de consommation industriels
04	Agriculture, marine, pêche, exploitation forestière	24	Industrie chimique, pharmaceutique
05	Armée, Police	25	Industrie, collecte et valorisation des déchets
06	Artisanat	26	Industrie des métaux
07	Audit, comptabilité et gestion	27	Industrie du bois
08	Banques et assurances	28	Industrie du plastique
09	Commerce détail	29	Industries autres
10	Commerce et réparation automobiles	30	Informatique, télécommunication, téléphonie, web, hifi
11	Commerce grande distribution	31	Professionnels de la santé (médecins généralistes et spécialistes, dentistes)
12	Commerce gros	32	Professionnels de la santé (biologie, pharmacie)
13	Communication, Information, média	33	Professionnels de la santé autres (paramédical, kinésithérapeute, infirmier, ...)
14	Construction (BTP)	34	Professions juridiques
15	Énergies et eau (extraction, traitement, distribution)	35	Religion
16	Enseignement, formation	36	Sans activité professionnelle
17	Études et recherche	37	Services aux entreprises
18	Fonctions publiques	38	Services aux particuliers
19	Hôtel, restaurant, brasserie, café	39	Tourisme
20	Humanitaire	40	Transports et logistiques

Nomenclature des codes socio-professionnels (CSP)

SALARIÉ			
Code CSP	Libellé CSP	Code CSP	Libellé CSP
33	Cadres de la fonction publique	52	Employés civils et agents de service de la fonction publique
34	Professeurs, professions scientifiques	53	Policiers et militaires
35	Professions de l'information, des arts et des spectacles	54	Employés administratifs d'entreprise
37	Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	55	Employés de commerce
38	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	56	Personnels des services directs aux particuliers
42	Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	62	Ouvriers qualifiés de type industriel
43	Professions intermédiaires de la santé et du travail social	63	Ouvriers qualifiés de type artisanal
44	Clergé, religieux	64	Chauffeurs
45	Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	65	Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport
46	Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	67	Ouvriers non qualifiés de type industriel
47	Techniciens	68	Ouvriers non qualifiés de type artisanal
48	Contremaîtres, agents de maîtrise	69	Ouvriers agricoles

TRAVAILLEUR NON SALARIÉ (TNS)		SANS ACTIVITÉ	
Code CSP	Libellé CSP	Code CSP	Libellé CSP
10	Agriculteurs exploitants	81	Chômeur n'ayant jamais travaillé
21	Artisans	83	Militaires du contingent
22	Commerçants et assimilés	84	Elèves, Etudiants
23	Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	85	Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités)
24	Chefs d'entreprise moins de 10 salariés	86	Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités)
31	Professions libérales		

RETRAITÉ			
Code CSP	Libellé CSP	Code CSP	Libellé CSP
10	Agriculteurs exploitants	47	Techniciens
21	Artisans	48	Contremaîtres, agents de maîtrise
22	Commerçants et assimilés	52	Employés civils et agents de service de la fonction publique
23	Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	53	Policiers et militaires
24	Chefs d'entreprise moins de 10 salariés	54	Employés administratifs d'entreprise
31	Professions libérales	55	Employés de commerce
33	Cadres de la fonction publique	56	Personnels des services directs aux particuliers
34	Professeurs, professions scientifiques	62	Ouvriers qualifiés de type industriel
35	Professions de l'information, des arts et des spectacles	63	Ouvriers qualifiés de type artisanal
37	Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	64	Chauffeurs
38	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	65	Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport
42	Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	67	Ouvriers non qualifiés de type industriel
43	Professions intermédiaires de la santé et du travail social	68	Ouvriers non qualifiés de type artisanal
44	Clergé, religieux	69	Ouvriers agricoles
45	Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	81	Chômeurs n'ayant jamais travaillé
46	Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises		





Annexe : Définitions

Personne Politiquement Exposée

Je suis une personne politiquement exposée si :

- J'exerce ou j'ai cessé d'exercer au cours des 12 derniers mois une fonction politique, juridictionnelle ou administrative pour le compte d'un État y compris de l'État français⁽¹⁾,
- ou je suis un membre direct de la famille d'une personne exerçant ou ayant exercé une telle fonction⁽²⁾,
- ou je suis étroitement associé(e) à une personne exerçant ou ayant exercé une telle fonction⁽³⁾.

(1) Chef d'État, chef de gouvernement, membre d'un gouvernement national ou de la Commission européenne ; membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen, membre de l'organe dirigeant d'un parti ou groupement politique soumis aux dispositions de la loi n°88-227 du 11 mars 1988 (loi relative à la transparence financière de la vie politique) ou d'un parti ou groupement politique étranger ; membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours ; membre d'une cour des comptes ; dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale ; ambassadeur ou chargé d'affaires ; officier général ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée ; membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique ; directeur, directeur adjoint, membres du conseil d'une organisation internationale créée par un traité, ou une personne qui occupe une position équivalente en son sein.

(2) Le conjoint ou le concubin notoire ; le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ; les enfants, ainsi que leur conjoint, leur partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ; les ascendants au premier degré.

(3) Les personnes physiques qui, conjointement avec les PPE, sont bénéficiaires effectifs⁽¹⁾ d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger ; les personnes physiques qui sont les seuls bénéficiaires effectifs d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger connu pour avoir été établi au profit des PPE ; toute personne physique connue comme entretenant des liens d'affaires étroits⁽²⁾ avec les PPE.

Cette liste est limitative.

[1] Un bénéficiaire effectif se définit comme toute personne physique possédant, directement ou indirectement, plus de 25 % du capital ou des droits de vote de la société (par exemple, le capital de la SAS peut être distinct des droits de vote s'il existe des actions de préférence) ou, à défaut, une personne qui exerce un contrôle sur les organes de direction ou de gestion de la société ou sur l'assemblée générale de ses associés ou actionnaires.

[2] La présence d'un lien d'affaires : le lien est en principe de nature commerciale, mais peut recouvrir également des intérêts économiques de nature civile. Le caractère « étroit » d'un lien peut tenir soit à la régularité des interventions de la personne physique proche de la PPE, soit à l'importance de son action sur les affaires de la PPE.

Notion de résidence fiscale aux fins de l'auto certification fiscale

La notion de résidence fiscale est définie par le droit interne de chaque pays. En cas de doute sur le ou les lieux de votre résidence fiscale, il est vivement recommandé de se rapprocher de l'administration fiscale dont vous dépendez en vue de l'obtention d'un « certificat de résidence fiscale » ou d'informations vous permettant d'identifier les juridictions fiscales dont vous dépendez.

Résidence fiscale en France :

Sont considérées comme fiscalement domiciliées en France (art. 4 B du Code général des impôts) :

- les personnes qui ont sur le territoire français leur foyer ou le lieu de leur séjour principal (c'est-à-dire, le lieu de résidence habituelle du contribuable, de ses proches – époux/épouse, partenaire du PACS, enfants ou autres dépendants. Ou, en cas de déplacements à l'étranger nombreux au cours d'une année civile et à défaut d'un « foyer », le lieu où le contribuable aura passé plus de 183 jours),
- celles qui y exercent une activité professionnelle, salariée ou non, à moins qu'elles n'établissent que cette activité est exercée en France à titre accessoire,
- celles qui ont en France le centre de leurs intérêts économiques (il s'agit du lieu où les contribuables ont effectué leurs principaux investissements, où ils possèdent le siège de leurs affaires, d'où ils administrent leurs biens. Ce peut être également le lieu où les contribuables ont le centre de leurs activités professionnelles ou d'où ils tirent, directement ou indirectement, la majeure partie de leurs revenus),
- les agents de l'État exerçant leurs fonctions ou chargés de mission dans un pays où ils ne sont pas soumis à un impôt personnel sur l'ensemble de leurs revenus.

Statut de personne américaine (US person) au sens de la réglementation FATCA

Le terme US Person comprend notamment :

- Une personne détentriche de la nationalité américaine, y compris lorsqu'elle est née aux États-Unis mais réside dans un autre pays, et tant qu'elle n'a pas renoncé à la nationalité américaine.
- Une personne résidant aux États-Unis, détentriche ou non de la « carte verte » (Green Card).
- Une personne qui ne réside pas aux États-Unis à titre habituel mais qui détient une Carte Verte américaine.
- Une personne ayant séjourné aux États-Unis un nombre important de jours pendant l'année civile (c'est-à-dire, plus de 183 jours sous réserve du respect de certaines conditions).
- Une personne non-résidente ayant déclaré ses revenus avec celui de son conjoint/partenaire d'un PACS américain.
- Les sociétés américaines, Partenariats américains et trusts américains.

Le NIF américain peut prendre plusieurs formes :

- le numéro de sécurité social américain (SSN -social security number),
- le numéro d'identification d'employeur (EIN -employer identification number),
- le numéro individuel d'identification fiscal (ITIN -individual taxpayer identification number).

Pour plus de précisions sur les critères de détermination du statut de résident fiscal des Etats-Unis d'Amérique, veuillez-vous rapporter au site de l'IRS : <http://www.irs.gov>.



**▶ PERSONNE POLITIQUEMENT EXPOSÉE** (voir précisions en annexe)

Exercez-vous ou avez-vous cessé d'exercer depuis moins d'un an une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante ?

 Oui Non Fonction exercée : _____ Date de cessation (le cas échéant) : _____

Une personne de votre famille ou de votre entourage proche a-t-elle exercé ou cessé d'exercer, depuis moins d'un an, une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante ?

 Oui Non Fonction exercée : _____ Lien avec cette personne : _____

Le GIE Afer se réserve le droit de vous réclamer des informations complémentaires dans le cadre de l'étude de votre demande de souscription au titre de la Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

B VOTRE INFORMATION**▶ PROTECTION DE VOS DONNÉES PERSONNELLES**

Conformément à la réglementation sur la protection des données personnelles, vos données personnelles sont traitées, selon le contrat concerné et les finalités, par le GIE Afer, par l'Association Afer - 36 rue de Châteaudun 75009 Paris - et par l'assureur Aviva Vie- 70 avenue de l'Europe, 92270 Bois-Colombes, en qualité de responsable de traitement.

Les traitements, effectués par le GIE Afer, en qualité de responsable de traitement, ont pour finalités la passation, la gestion et l'exécution des adhésions au contrat collectif d'assurance vie multisupport Afer, des adhésions au contrat Afer Retraite Individuelle, et des adhésions et affiliations individuelles au contrat collectif de retraite supplémentaire Afer PERE ainsi que l'exécution des dispositions légales, réglementaires et administratives en vigueur. Ces traitements ont pour autres finalités les opérations relatives à la gestion commerciale des adhérents, des affiliés et des prospects et la lutte contre la fraude à l'assurance. Cette dernière finalité peut notamment conduire à l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude. Ces traitements sont fondés sur l'intérêt légitime du GIE Afer à améliorer le service rendu aux adhérents et aux affiliés, à promouvoir l'image de l'Afer et à préserver la mutualité entre les assurés.

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et pour cette seule finalité, vos données personnelles sont respectivement traitées, suivant le contrat, par Aviva Vie et par Aviva Epargne Retraite pour le contrat collectif d'assurance vie multisupport Afer ou par Aviva Retraite Professionnelle pour le contrat Afer Retraite Individuelle, en tant que responsables de traitement pour répondre à leurs obligations légales en la matière.

Par ailleurs, une partie des données collectées est traitée par l'Association Afer, en tant que responsable de traitement, à des fins de gestion de ses adhérents, pour répondre à ses obligations légales. Ces traitements ont également pour finalité la réalisation de son intérêt légitime pour la défense des intérêts de ses adhérents et la mise en œuvre de toute communication avec ces derniers.

Les destinataires de ces données sont, dans le strict cadre des finalités énoncées et dans la limite de leurs attributions, l'Association Afer, le personnel du GIE Afer, les assureurs Aviva Vie et Aviva Epargne Retraite ou Aviva Retraite Professionnelle (suivant le contrat) et les autres entités du groupe AVIVA, les intermédiaires d'assurances, les organismes professionnels, les prestataires et sous-traitants, les personnes intéressées au contrat, le cas échéant les organismes sociaux et les autorités administratives et judiciaires pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires en vigueur.

Certains destinataires peuvent se situer dans des pays en dehors de l'Union Européenne. La liste actualisée de ces pays et les références aux garanties appropriées mises en œuvre concernant le traitement de vos données personnelles sont disponibles sur www.afer.fr.

Les coordonnées du Délégué à la protection des données personnelles sont : pour le GIE Afer : GIE AFER - à l'attention du DPO - Risques et Contrôle Interne - 36 rue de Châteaudun, 75441 Paris Cedex 09 ou dpo@gieafer.com ; pour l'Afer : AFER - à l'attention du DPO - 36 rue de Châteaudun, 75009 PARIS ou association@afer.fr; pour Aviva Vie, Aviva Epargne Retraite ou Aviva Retraite Professionnelle : AVIVA France - DPO - Direction de la Conformité et du Contrôle Interne - 80 avenue de l'Europe, 92270 Bois-Colombes ou dpo.france@aviva.com

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification de vos données ainsi que, dans certains cas, d'effacement, de portabilité, de limitation, et d'opposition au traitement de vos données personnelles. Vous pouvez retirer votre consentement aux opérations de prospection commerciale par voie électronique. L'information complète et à jour sur le traitement de vos données personnelles et les modalités d'exercice de vos droits est consultable sur la notice en vigueur et sur www.afer.fr.

Fait en un exemplaire à _____

Le _____

Signature de l'adhérent

Document achevé de rédiger le 28 juillet 2021 par le GIE Afer (Groupement d'Intérêt Économique régi par les articles L.251-1 à L.251-23 du Code de commerce - 325 590 925 RCS Paris - constitué entre l'Association Afer, les sociétés d'assurance Aviva Vie, Aviva Epargne Retraite et le Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire Aviva Retraite Professionnelle), sur la base des règles de gestion et des dispositions légales et fiscales en vigueur à cette date. GIE Afer - 36 rue de Châteaudun 75441 Paris Cedex 09 •
Tél. : 01 40 82 24 24 • Fax : 01 42 85 09 18 - www.afer.fr

